

Tesco, enseigne britannique de grande distribution, est la première chaîne de supermarchés en Hongrie. Elle est aussi la première à accuser publiquement le gouvernement hongrois de vouloir saper la croissance dans le secteur. En réalité, au-delà des pleurnicheries, les grandes enseignes étrangères de la distribution se sont surtout fait avoir par leur propre logique globalisante du domaine de la vente au détail. Ils apprendront que le gouvernement de Viktor Orbán n'est pas réputé conservateur pour rien.

Sous le coup de la [deuxième vague de taxes temporaires](#) lancée cette semaine, Tesco fustige le gouvernement en avançant que ce sont directement les investissements et les emplois qui vont trinquer. L'Etat, lui, reste de marbre et s'attend à percevoir 30 milliards de forints (109 millions d'euros) de la part des grandes chaînes de magasins en 2010, et pour les deux prochaines années. Le président de l'Association des détaillants, György Vamos, ne s'est pas encore risqué à commenter les déclarations du côté de Tesco.

Un taux qui varie d'une semaine à l'autre

Quelque part, on peut comprendre l'agacement de certains lorsqu'une semaine sur l'autre, le taux d'imposition entre l'annonce et la taxation effective prend 0,5 %. La semaine dernière, le ministre György Matolcsy avait déclaré que la taxe serait de 0,1 % pour les sociétés dont le chiffre d'affaires annuel net en 2009 se situait entre 500 millions et 100 milliards HUF, et de 2 % pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel net supérieur à 100 milliards. Cette semaine, si l'on s'en réfère au site officiel parlament.hu, la taxe ne sera plus de 2 % mais de 2,5 % pour un chiffre d'affaires supérieur à 100 milliards de forints. Elle sera de 0,1 % pour un chiffre d'affaires situé entre de 500 millions à 30 milliards HUF, et sera de 0,4 % pour un chiffre d'affaires situé entre 30 et 100 milliards de forints net.

Selon *Nepszabadsag* cette semaine, la plupart des enseignes concernées perçoivent cette taxe comme une mesure protectionniste et populiste, bien qu'elle survienne après toutes les échéances électorales de l'année. Elle est perçue par beaucoup comme un moyen de consolider les « petits » de la vente au détail, ainsi que les fournisseurs, contre les hypermarchés de chaînes multinationales, dont la position est dominante sur le marché.

Un calcul sur le chiffre d'affaires qui arrange beaucoup les Hongrois

On pourrait donc dire qu'avec son chiffre d'affaires annuel, Tesco pleure pour pas grand chose : il est actuellement le leader de la distribution en Hongrie, [avec un chiffre d'affaire record de 602 milliards de forints, soit plus de 2 milliards d'euros en 2008](#). Toutes les enseignes françaises seront elles aussi taxées à 2,5 %, sans exception. Outre Auchan et Cora, qui comptabilisent un chiffre d'affaires supérieur à 200 milliards de forints par an, Match et Profi auraient pourtant pu croire, avec leurs chiffre d'affaires annuels inférieurs à 100 milliards chacuns, qu'ils allaient être imposés à 0,4 %. Et bien non. Le calcul du gouvernement prend en compte le fait que Match et Profi appartiennent, avec Cora, au même groupe (Delhaise). C'est donc le groupe Delhaise tout entier qui

sera taxé à 2,5 %.

Ceux qui perdent le moins dans cette affaire d'impôt sur la grande distribution sont donc les magasins hongrois. Les chaînes locales Réal, CBA et Coop échappent en effet à la taxe à 2,5 % car ces enseignes regroupent en grande partie des magasins franchisés. Ainsi, le chiffre d'affaires réalisé par le siège est moindre par rapport au chiffre d'affaires réalisé par le réseau de tous les magasins. Un réseau absolument omniprésent dans toutes les villes, tous les quartiers et tous les villages de Hongrie. Un coup de maître en matière de « fiscalité nationaliste » donc, réussi par le gouvernement hongrois cette semaine.